



RESUME EXECUTIF DU RAPPORT ANNUEL

SUR

« LE COMMERCE ENTRE LES ETATS MEMBRES DE L'OCI »

PRESENTE PAR LE

CENTRE ISLAMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT DU COMMERCE

A LA

**36^{EME} SESSION MINISTERIELLE DU COMITE PERMANENT POUR LA
COOPERATION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE DE L'OCI**

Agenda n° 5 :

Commerce intra-OCI

Réunion virtuelle

25 -26 Novembre 2020

SOMMAIRE	
	Page
I / DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE	3
II / COMMERCE MONDIAL	6
III / ÉVOLUTION RÉCENTE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI	8
IV / ÉTAT ACTUEL DU COMMERCE INTRA-OCI	10
V / EFFETS DES BARRIERES TARIFAIRES ET NON TARIFAIRES	13
VI / OUTILS DE RENFORCEMENT DU COMMERCE INTRA-OCI	14
VII/ SYNTHÈSE DES ACTIVITES DU CIDC (2018-2019)	14
ANNEXES	16

RÉSUMÉ EXECUTIF

I / DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE :

Selon les données du FMI (Avril 2020), les prévisions de la croissance mondiale pour 2019 et 2020 ont diminué respectivement de 2,90 à -4,9% en raison de l'impact négatif de la pandémie COVID-19 sur les ménages à faible revenu et l'état d'urgence durant le premier et le deuxième trimestre 2020 ; et en raison des effets négatifs des augmentations tarifaires adoptées aux États-Unis et en Chine au début de l'année 2019, de l'introduction par l'Allemagne de nouvelles normes d'émissions de carburants, et des catastrophes naturelles au Japon et en Italie concernant des risques souverains et financiers qui ont contribué à renforcer la demande intérieure, mais ont également affaibli le marché financier dans certains pays émergents.

Par ailleurs, la croissance mondiale pourrait atteindre 5,4% en 2021, après avoir maîtrisé cette pandémie dans de nombreux pays grâce à la coopération internationale au niveau de la chaîne d'approvisionnement de produits médicaux et alimentaires pour aider les pays vulnérables en collaboration avec le secteur privé. Cette collaboration générera des approvisionnements en médicaments, des équipements de protection, la fabrication de produits essentiels pour limiter l'épidémie du virus et le soutien des systèmes nationaux de santé publique.

La croissance des marchés émergents et des économies en développement est également impactée et a atteint 3,7% en 2019, diminué de 3% en 2020 et augmenté de 5,9% en 2021 par une éventuelle reprise de certains pays comme la Chine, l'Inde, l'ASEAN-5, la Russie, le Mexique, l'Arabie Saoudite, le Nigéria, etc... selon les projections du FMI.

La croissance des États membres de l'OCI devrait baisser de 3,7% en 2017 et 2,4% en 2019 et progresser à environ 3,8% en 2020. Le PIB de l'OCI était de 19,5 billions de dollars en 2017 contre 20,6 billions de dollars en 2018, soit 15,2% du PIB mondial. En 2018, une croissance du PIB de plus de 5% a été enregistrée dans les pays suivants : Guinée, Côte d'Ivoire, Turquie, Tadjikistan, Djibouti, Sénégal, Bangladesh, Turkménistan, Burkina Faso, Maldives, Malaisie, Guinée-Bissau, Bénin, Pakistan, Mali, Ouzbékistan, Niger et Indonésie.

Selon les projections du SESRIC, le niveau de revenu moyen par habitant de l'OCI devrait également diminuer de 11500 dollars en 2019 à 11100 dollars en 2020, soit une baisse de 3,4%.

Globalement, les économies sont connectées les unes aux autres par des flux transfrontaliers et des relations bilatérales, régionales et internationales, le COVID-19 aura un impact sur leurs transactions de biens, de services, de transfert de technologie et de financement de projets, d'assistance technique, de mouvement de professionnels et du capital financier, d'investissement étranger direct, des opérations bancaires internationales et taux de change.

Le commerce international est certainement l'un des principaux mécanismes par lesquels le virus endommage les économies nationales et se propage à l'échelle internationale. COVID-19 a causé des fermetures d'usines et d'entreprises, en particulier les PME, y compris les PMI, des interdictions et restrictions temporaires de voyages et d'exportations, des fermetures de frontières, des services de restauration et des

interdictions de services liés au tourisme et réduira par conséquent les exportations de services vers les pays affectés, y compris les pays membres de l'OCI.

Selon l'analyse de la Banque mondiale, de nombreux pays membres de l'OCI de l'Afrique Subsaharienne, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) sont les moins touchés. Leur perte de PIB est estimée à environ 3% et le reste de l'Asie du Sud à 4,6% en raison de la flambée des prix du pétrole, des mines, des produits chimiques et des aliments dans cette région. Dans des pays comme l'Indonésie et la Malaisie, leur PIB baissera respectivement de 3,50% et 4,23%.

Le coronavirus aura un impact négatif à plusieurs niveaux : restrictions à la circulation des personnes, fermetures d'usines de biens et services en Chine ; perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le monde et les effets négatifs sur la confiance, les marchés financiers et l'industrie du voyage. Un baril est passé de 70 à 23 USD pendant la crise sanitaire. Les prix moyens au comptant du pétrole par baril sont estimés à 36,20 USD en 2020 et 37,50 USD en 2021. Cette forte baisse des prix du pétrole combinée à une croissance mondiale plus faible (et à la méfiance des investisseurs à l'égard de l'avenir) s'est finalement répercuté sur les marchés financiers.

Plusieurs pays et organisations régionales et internationales ont engagé des fonds pour soulager les populations et les structures afin d'atténuer l'effet de cette crise sanitaire de plusieurs milliards de dollars.

À cet égard, le Secrétariat Général de l'OCI, les gouvernements des pays membres de l'OCI, les institutions et les partenaires internationaux unissent leurs efforts pour lutter contre cette pandémie de COVID-19 en fonction de la nature du choc et des circonstances propres au pays en introduisant des fonds aux niveaux national, régional et international atteignant globalement plusieurs billions de dollars.

Dans le même esprit et lors de la visioconférence extraordinaire du Comité Exécutif de l'OCI au niveau des Ministres des Affaires Etrangères sur les conséquences de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19) et de la réponse conjointe, tenue le 22 avril 2020, il a été recommandé de créer un Comité des Représentants Permanents (CPR) avec la participation des institutions compétentes de l'OCI afin de suivre les efforts et les initiatives visant à assister les États membres dans leur réponses respectives.

En outre, la BID a lancé un programme de préparation et d'intervention stratégique de 2,2 milliards de dollars américains pour lutter contre la pandémie (COVID-19) en soutenant les efforts visant à prévenir, contenir et atténuer ses impacts.

Par ailleurs, l'ITFC fournit également 850 millions de dollars pour aider les pays de l'OCI à lutter contre la pandémie de COVID-19 pendant deux ans dans le cadre de l'Initiative de Réponse Rapide (300 millions de dollars) et du programme de réponse à la reprise (550 millions de dollars) et du programme des passerelles commerciales arabo-africaines. Ce programme a été mis en œuvre en collaboration avec la société marocaine SMAAR afin de partager les connaissances et les meilleures pratiques sur la plate-forme en ligne avec plus de 130 équipes de médecins africains à travers des webinaires de 18 pays africains de l'OCI et du programme « Reverse Linkage » de la BID.

A cet égard, l'ICIEC fournit 150 millions de dollars pour aider les pays de l'OCI à lutter contre la pandémie de COVID-19 en assurant la garantie et le crédit à l'exportation des transactions commerciales dans le cadre de l'Initiative de Réponse Rapide en collaboration avec les agences de crédit à l'exportation de l'OCI.

Le Fonds de Solidarité Islamique de l'OCI (FSI) a également lancé une initiative urgente pour aider les Etats membres, et a consacré un don de l'ISF de 1 million de dollars au compte d'urgence.

Ces initiatives contribueront aux efforts de relèvement contre la pandémie de coronavirus, à travers la fourniture des produits et équipements médicaux essentiels et le renforcement des capacités du personnel de santé, amélioreront les services de santé, partageront efficacement les informations et l'expérience dans ce domaine et aborderont les problèmes sociaux et économiques, et les implications financières de cette pandémie pour les Etats membres.

Plusieurs Etats membres ont pris des mesures exceptionnelles pour contrer les effets de cette crise en allouant des budgets exorbitants pour aider les pauvres en termes de produits alimentaires et de fournitures médicales à répondre à cette insécurité sanitaire.

La croissance régionale bénéficiera également de la réduction des incertitudes liées aux politiques commerciales mondiales et d'une reprise même si elle reste faible dans le commerce mondial.

Dans la région, comprenant le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan, le taux prévu est de 0,1% en 2019 avant de remonter à 2,4% en 2020 et 2,7% en 2021 suite à l'amélioration du climat des affaires et des investissements dans les infrastructures et à la hausse de la consommation privée mais aussi l'augmentation de la croissance d'ici 2021 serait de l'ordre de 3% à Djibouti, en Egypte, à Oman, au Maroc, au Qatar et aux Emirats.

La Commission Economique et Sociale pour l'Asie Occidentale (CESAO) a procédé à une première évaluation du coût du COVID-19 dans la région arabe. L'estimation initiale de l'impact de la pandémie COVID-19 en 2020 est d'environ une perte de 42 milliards de dollars sur leur PIB.

Dans les Pays de l'Europe et de l'Asie Centrale (EAC), la croissance devrait passer de 2% en 2019 à 2,6% en 2020 puis remonter à 2,9% en 2021 en raison de la croissance prévue en Ouzbékistan, au Tadjikistan, au Turkménistan, en Arménie, en Géorgie, en Ukraine en raison de la flambée possible des prix des produits énergétiques que regorgent cette zone mais aussi, dans l'hypothèse d'une stabilisation des prix des principaux produits de base et en faveur de l'avancée des réformes structurelles.

Par ailleurs, en Asie du Sud, la croissance devrait grimper à 5,5 % en 2020, sous réserve d'une légère reprise de la demande intérieure et à mesure que l'activité économique bénéficiera d'une politique accommodante en Inde et au Sri Lanka et de l'amélioration de la confiance des entreprises et du soutien des investissements dans les infrastructures en Afghanistan, au Bangladesh et au Pakistan.

Selon le rapport de la Banque Asiatique de Développement (ADB), le PIB des pays asiatiques baissera de 2,2% en 2020 et pourrait augmenter de 6,2% en 2021. En effet, la croissance du PIB pourrait augmenter en 2020 au Brunei d'environ 2%, en Indonésie (5 %) et la Malaisie (4,2%) selon la durée de l'incertitude et la gravité de la pandémie dans les pays asiatiques. La Banque mondiale estime que la croissance dans les pays en développement d'Asie de l'Est et du Pacifique (hors Chine) chutera à 1,3% en 2020.

Des secteurs clés ont été touchés, en particulier les voyages et le tourisme, les secteurs de la vente au détail et d'autres services ; les opérations commerciales ont donc été interrompues ; l'emploi et les moyens de subsistance menacés ; tandis que la confiance

des consommateurs et des investisseurs a diminué.

En effet, il est remarquable que les flux touristiques asiatiques aient diminué en raison de la perturbation des vols aériens, de la logistique et de la restauration, de l'affaiblissement de la confiance des consommateurs et des entreprises résultant des mesures temporaires telles que les confinements, les quarantaines communautaires, les commandes au domicile, les activités temporaires, les fermetures et restrictions de voyage ou interdictions d'exporter pour lutter contre le COVID-19.

La croissance en Amérique et dans les Caraïbes devrait atteindre 1,8 % en 2020, sous l'effet d'un raffermissement de la croissance dans les principales économies et d'une reprise de la demande intérieure au niveau régional et le regain de confiance des investisseurs dans le domaine bancaire, énergétique et infrastructures au Brésil, au Mexique, en Argentine, au Costa Rica, au Guyana et en Colombie.

Compte tenu de cette situation, les pays de l'OCI ne sont pas en reste. Mais en raison du COVID-19, les revenus pétroliers attendus de la Guyane (230 millions de dollars) pourraient baisser de 15 à 40% en 2020-2021, ce qui serait le principal impact sur la Guyane de la flambée des prix du pétrole. En effet, les secteurs du commerce de gros et de détail et des transports de la Guyane sont exposés à ces risques. Au Suriname, la croissance économique devrait baisser en raison du COVID-19 au moins similaire à la baisse de 2015 de 5,6% en 2020 et la flambée des prix de matières premières telles que l'or et le pétrole aura un impact sur l'économie du Suriname et peut encore affaiblir les positions extérieures.

Par ailleurs, les nouveaux investissements au Suriname devraient être reportés et les projets d'infrastructure en cours pourraient subir des retards dans la mise en œuvre, affectant ainsi l'activité économique du secteur de la construction. Bien que le secteur de la chaîne de valeur touristique et la pêche soient également touchés en raison de l'énorme chômage dans les hôtels, les restaurants, les transports, les voyagistes, la distribution de produits de la pêche pendant la pandémie.

II / COMMERCE MONDIAL :

Selon les projections de l'OMC, le commerce mondial devrait baisser de 18,5% en 2020 et atteindre 13% d'ici la fin de 2020 à la suite de l'impact de la pandémie COVID 19 sur l'économie mondiale. La moyenne du commerce des Pays Membres de l'OCI pourrait diminuer de 17% à 33% en 2020 en raison de la situation économique de chaque pays et aussi de l'impact de la flambée des prix du pétrole et d'autres produits en plus de la baisse des recettes du tourisme, de la logistique et des services commerciaux. Au cours du deuxième trimestre de 2020, le commerce mondial a chuté de 27% et les prix des produits de base de 20,4% selon les données de la CNUCED de mai 2020.

En effet, toutes les régions pourraient enregistrer des baisses à deux chiffres de leurs exportations et importations en 2020.

Par conséquent, si la pandémie est maîtrisée et que le commerce recommence à se développer, la plupart des régions pourraient enregistrer des rebonds à deux chiffres en 2021 d'environ 21% dans le scénario optimiste et 24% dans la projection pessimiste.

Dans le cadre de l'impact du COVID-19, certaines régions de l'OCI telles que l'Asie, l'Afrique, le Moyen-Orient et la Communauté des États Indépendants (CEI), les exportations enregistreront une baisse de 8 à 36,2% en 2020 et augmenteront de 8,6% à 36,1% en 2021 selon l'analyse des données de l'OMC. Par ailleurs, les importations de ces

zones passeront de 10% à 31,6% en 2020 et de 13,6% à 25,1% en 2021 avec d'autres conditions restant les mêmes.

Selon les estimations de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA), la pandémie de COVID-19 contribuera à la baisse immédiate de la croissance du PIB de 3,2% à 1,8% en 2020. Ainsi, 51% des exportations de l'Afrique sont destinées aux pays fortement touchés par le COVID-19, tandis que 53% de ses importations proviennent de ces pays fortement touchés.

En effet, les exportations et les importations des Pays Membres de l'OCI pourraient chuter au moins de 22% et 21% en 2020 et de 23% et 19% en 2021 respectivement.

Selon l'étude de la Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie Occidentale (ESCWA), les exportations mondiales des pays arabes diminueront de 88 milliards de dollars pendant l'épidémie de COVID-19 selon le scénario d'une baisse de 3% du PIB et d'une baisse de 28,1 milliards de dollars des exportations mondiales arabes dans le scénario d'une baisse de 1,5% du PIB.

Par ailleurs, dans le scénario d'une baisse de 3% du PIB, les exportations intra-arabes diminueront de 14 milliards de dollars et dans le second scénario de baisse de 1,5% du PIB, les exportations intra-arabes chuteront de 4,4 milliards de dollars en 2020. Cette baisse aura un impact sur certains secteurs d'exportation tels que: l'énergie arabe mondiale (-43 milliards de dollars dans le premier scénario et -13,8 milliards de dollars dans le second), et l'énergie intra-arabe respectivement (-12 milliards de dollars et -3,8 milliards de dollars), les exportations arabes mondiales des secteurs miniers et chimiques diminueront de 71%, l'industrie mécanique et électrique baissera de 13%, les produits agricoles et agro-alimentaires chuteront de 8% en 2020.

D'une autre part, les importations mondiales arabes chuteront de 111 milliards de dollars dans le scénario d'une baisse de 3% du PIB et diminueront de 35 milliards de dollars dans le second scénario. Les importations intra-arabes chuteront de 26 milliards de dollars dans le premier scénario et de 8,1 milliards de dollars dans le second en 2020. Par ailleurs, les importations intra-arabes chuteront de 17 milliards de dollars dans le premier scénario et de 5,3 milliards de dollars dans le second en 2020.

En effet, les importations arabes mondiales de produits pétroliers diminueront de 89 milliards de dollars dans le scénario d'une baisse de 3% du PIB et de 28 milliards de dollars dans le cas d'une baisse de 1,5% du PIB. Pour les autres secteurs, les importations mondiales arabes de l'industrie mécanique et électrique diminueront de 51%, la chimie de 17% et les produits agricoles et agroalimentaires chuteront de 14% en 2020.

En fait, les prix actuels du pétrole contribueront à faire perdre à la région arabe près de 550 millions de dollars par jour et les gains des importateurs de pétrole dans la région sont négligeables par rapport aux pertes des exportateurs de pétrole. Entre janvier et mi-mars 2020, les entreprises de la région ont perdu 420 milliards de dollars en capital boursier. La perte de richesse qui en résulte équivaut à 8% de la richesse régionale totale.

Selon les données du Rapport 2019 de l'OMC, le volume du commerce mondial a augmenté de 17,6%, pour atteindre 33.200 milliards \$ US en 2017, et ensuite 39.200 milliards \$ US en 2018, principalement en raison de la flambée des prix des produits de base (énergie, produits alimentaires, produits manufacturés (vêtements et textiles, produits pharmaceutiques), minéraux) et des taux de change (\$ US / Euro contre panier de devises), en raison également de la participation des économies en développement (Asie) et des pays les moins avancés au commerce mondial, des derniers développements

en matière d'accords commerciaux régionaux, de commerce à valeur ajoutée et des échanges commerciaux, du commerce numérique (mise en œuvre de l'Accord de Facilitation des Echanges (AFE), aide au commerce; commerce des services (TIC, voyages, transports, services de conseil, aux États-Unis, la CEI et la Chine) (5,7 Milliards \$ US) et financement du commerce).

Selon le rapport de l'OMC de juillet 2019, le commerce mondial de marchandises a augmenté de 3% en 2018, dépassant légèrement le PIB (2,9%) mais en-dessous de la croissance de 4,6% enregistrée en 2017 en raison des tensions commerciales croissantes et de restrictions historiquement élevées.

Ainsi, les exportations mondiales ont atteint 19,48 milliards \$ US en 2018 contre 17,33 milliards \$ US en 2017, soit un taux de croissance de 11,5%, et les importations sont passées de 17,57 milliards \$ US en 2017 à 19,69 milliards \$ US en 2018, soit une augmentation de 17,7% en raison des fluctuations des prix des produits de base et du taux de change du dollar US par rapport au pouvoir de certaines devises.

En fait, la hausse des exportations était principalement due aux prix élevés de l'énergie et l'Asie ayant été le principal facteur d'augmentation des importations mondiales. Les exportations mondiales de combustibles et de produits des industries extractives, de produits manufacturés et de produits agricoles ont augmenté respectivement de 23%, 8% et 5%.

Les économies en développement ont exporté un total de 8 779 milliards \$ US en 2018, dont 193 milliards \$ US par les pays les moins avancés.

La valeur du commerce de marchandises a augmenté de 10% et le commerce des services commerciaux a enregistré une forte croissance pour la deuxième année consécutive, atteignant 5,63 milliards de dollars américains en 2018.

En outre, les technologies de l'information et de la communication ont enregistré la plus forte croissance dans les exportations (15%) parmi les secteurs des services en 2018, tirées par les services informatiques.

La croissance des exportations de services commerciaux a été la plus forte dans la Communauté des États Indépendants (12%) en 2018, en partie grâce à la Coupe du Monde de Football en Russie. La Chine était le principal exportateur de services commerciaux (en valeur) parmi les pays en développement, ses exportations ayant augmenté de 17% en 2018.

III / ÉVOLUTION RÉCENTE DU COMMERCE EXTÉRIEUR DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI :

a) Plan d'action décennal de l'OCI (OCI-2025) :

Lors du 13^{ème} Sommet Islamique d'Avril 2016 tenu à Istanbul en République de Turquie, un nouveau Plan d'Action Décennal a été adopté afin de parvenir à une part de commerce intra-OCI de 25% d'ici 2025 (OCI-2025) couvrant la période 2016-2025.

À cet égard, le Secrétariat Général de l'OCI a organisé une réunion de coordination annuelle des institutions de l'OCI (ACMOI) chaque mois de décembre, à partir de la fin de 2015.

Au cours de la première réunion tenue en Décembre 2015, deux sous-comités ont été créés : un Sous-Comité du Commerce et de l'Investissement (TISC) présidé par le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et un autre sur le développement

du secteur privé et des finances sous la présidence du Centre Islamique pour le Développement du Commerce (CIDC) et la direction du Groupe de la Banque Islamique de Développement (BID).

Ainsi, le sous-comité TISC a organisé 4 réunions (les 16 et 17 mars 2016 à Marrakech, les 6 et 7 mars 2017 à Casablanca, les 8 et 9 mars 2018 à Marrakech et le 1er avril 2019 à Marrakech) rassemblant les institutions de l'OCI traitant du commerce et de l'investissement et des services techniques, ainsi qu'une réunion technique à Djeddah au siège de la SIFC pour coordonner les activités des institutions membres (27 mai 2016 et 9 février 2017).

Cinq projets intégrés ont été lancés, à savoir : le développement de l'industrie halal, l'initiative du guichet unique et la facilitation des échanges, le développement de produits stratégiques, et la promotion de l'investissement et soutien aux agences de promotion de l'investissement des États membres de l'OCI, du secteur privé et du développement des PME.

À cette fin, des foires commerciales, des expositions spécialisées, des forums d'affaires et des réunions avec les acheteurs ont été organisées conjointement par le CIDC, l'ITFC et le SMIC, ainsi que des programmes de renforcement des capacités par le CIDC, le SESRIC et la BID entre 2017 et 2020.

Depuis le mois de mai 2019, le Secrétariat Général de l'OCI a décidé que la réunion du TISC se fasse d'une façon virtuelle. C'est dans ce cadre que le CIDC a créé une plateforme électronique pour recueillir toutes les informations des Membres du TISC pour en faire un rapport à soumettre aux réunions institutionnelles de l'OCI.

b) Commerce mondial des pays de l'OCI :

Les efforts déployés par les États Membres, les institutions de l'OCI et les partenaires de développement ont contribué à l'amélioration du volume des échanges extérieurs et intra-OCI en dépit des fluctuations des prix des produits de base et de la parité du dollar américain par rapport aux monnaies locales, ainsi que de la situation géopolitique et économique du pays de l'OCI.

Malgré ces activités et projets conjoints, les échanges dans les États Membres de l'OCI ont représenté 9,29% du commerce mondial en 2016 contre 9,22% en 2018, soit une baisse de 10,6% dû à l'environnement économique international.

En effet, Le Programme d'Action Décennal (TYPOA) 2016-2018 de l'OCI, mis en œuvre par toutes les institutions de l'OCI, a contribué à l'amélioration de la croissance du volume des échanges commerciaux des États Membres, qui était passé de 3 000 milliards \$ US en 2016 à environ 3 600 milliards \$ US en 2018, ce qui représente une augmentation de 20%.

Cette une croissance a été boostée par celle, entre autres, dans les pays suivants au cours de cette période : Togo, Afghanistan, Comores, Bénin, Libye, Guinée, Pakistan, Mauritanie, Oman, Maldives, Ouganda, Égypte, Arabie Saoudite, Albanie, Indonésie, Qatar, Maroc, Azerbaïdjan, Malaisie, Yémen, Bahreïn, Kirghizistan, Sierra Leone et Mozambique.

En outre, les principaux acteurs du commerce de l'OCI sont: les Émirats Arabes Unis (492 milliards \$ US, soit 13,7% de la part du commerce de l'OCI), suivis par la Malaisie (438,6 milliards \$ US; 12,2%); l'Arabie saoudite (429,7 milliards \$ US; 12%); la Turquie (\$ US 391 milliards, 10,9%); l'Indonésie (371,1 milliards \$ US; 10,4%); l'Iran (128,6 milliards \$ US; 3,6%); le Qatar (112,5 milliards \$ US; 3,1%); l'Égypte (110,4 milliards \$ US; 3,1%), l'Irak (86,4 milliards \$ US, 2,4%) et l'Algérie (84 milliards \$ US; 2,4%). Ces dix pays ont

enregistré 74% du commerce de l'OCI pour un montant total de 2,6 Milliards \$ US.

Selon les données de la Banque Mondiale, plusieurs États Membres ont également concentré leurs efforts dans le domaine de la facilitation du commerce en termes d'infrastructures routières et aéroportuaires au cours de la période 2016-2018. Les pays dont la croissance a dépassé 5% sont les suivants : Syrie, Mauritanie, Kirghizistan, Djibouti, Côte d'Ivoire, Cameroun, Albanie, Somalie, Tchad, Libye, Indonésie, Iraq, Nigéria, Maldives, Ouzbékistan et Bénin.

c) Commerce mondial des services des États Membres de l'OCI :

Selon les données de la CNUCED de juillet 2019 et les calculs du CIDC, le commerce mondial des services commerciaux des pays de l'OCI a atteint en 2016 un montant de 811 milliards \$ US contre 895 milliards \$ US en 2018, soit une croissance de 10% et représente 24,8% du commerce mondial des pays de l'OCI et 9% du commerce mondial des services en 2018. Plus de 82% étaient constitués de services de transport et de voyage ainsi que d'autres services (18%).

Les principaux acteurs du commerce des services étaient les suivants : Émirats Arabes Unis, Arabie saoudite, Malaisie, Turquie, Indonésie, Qatar, Koweït, Égypte, Nigéria et Liban. Ces 10 pays ont enregistré 51% du commerce total des pays de l'OCI en 2018.

Par ailleurs, le commerce des services représenté plus de 10% en 2018 du commerce mondial des pays suivants : Somalie, Maldives, Liban, Bahreïn, Albanie, Emirats Arabes Unis, Djibouti, Mozambique, Koweït, Jordanie, Qatar, Azerbaïdjan, Maroc, Malaisie, Kirghizistan et Togo.

Les principaux services commercialisés par les États Membres sont répartis comme suit en 2018 : les voyages (32,9%), les transports (29%), les autres services aux entreprises (11,2%), les services financiers, d'assurance et des pensions et de la propriété intellectuelle (10%) ; les services gouvernementaux, personnels, culturels et récréatifs (7,5%) ; les services des TICs (4,8%) et les services de construction, manufacturiers et de de maintenance (4,7%).

Par ailleurs, la diaspora des États Membres de l'OCI ont effectué de transfert d'argent de l'ordre de 160 milliards USD en 2018 soit 18% des services exportés.

IV / ÉTAT ACTUEL DU COMMERCE INTRA-OCI :

Le volume des échanges entre les États Membres de l'OCI (exportations intra-OCI + importations intra-OCI) a enregistré une augmentation considérable, passant de 556,32 milliards \$ US en 2016 à 751,5 milliards \$ US en 2018, soit un taux de croissance de 35%, grâce à la croissance du commerce intra-OCI de plus de 2 milliards USD des Émirats Arabes Unis, de l'Arabie Saoudite, de l'Irak, de l'Iran, de l'Indonésie, de Bahreïn, de Pakistan,, d'Oman, d'Égypte, de la Malaisie, d'Afghanistan, de la Turquie, du Koweït, de l'Algérie, du Bangladesh, du Nigéria, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan.

Ainsi, le sous-comité TISC a organisé 4 réunions (mars 2016 à Marrakech, mars 2017 à Casablanca, mars 2018 à Marrakech et avril 2019 à Marrakech) réunissant les institutions de l'OCI traitant du commerce et de l'investissement et des services techniques. Et une réunion technique à Djeddah au siège de l'ITFC pour coordonner les activités des institutions membres (27 mai 2016 et 9 février 2017).

Selon les chiffres du modèle de gravité développé par le CIDC à partir des données de Trade Map de l'ITC et du DOTS du FMI, le potentiel observé du commerce intra-OCI est de l'ordre de de 5,3 trillions USD en 2018 dont seulement 21% est exploité et qui peut

atteindre 33,4% à 74% si les barrières tarifaires et non tarifaires entre les Etats Membres sont levées progressivement.

Le potentiel du commerce intra-OCI est à majorité constitué : des combustibles minéraux, des machines et matériel électriques, des vêtements et accessoires, des machines et engins mécaniques, des perles fines, des voitures automobiles, tracteurs et cycles ; du fer et acier et articles connexes, des articles plastiques ; des céréales ; des graisses et huiles végétales et animales ; des produits pharmaceutiques, des produits chimiques organiques, des instruments et appareils photographiques ou cinématographiques.

Il faut noter que plus de 75% du commerce intra-OCI est concentré sur les produits hors combustibles en 2018.

Les efforts conjoints des programmes des institutions de l'OCI et le partenariat avec d'autres organisations régionales et internationales ont contribué à accroître la part du commerce intra-OCI dans le commerce total des États Membres de 18,69% en 2016 à 21,02% en 2018, ce qui représente une augmentation de 12,5%, grâce au taux de croissance de la part du commerce intra-OCI de plus de 50% des pays suivants: Irak, Togo, Afghanistan, Guyana, Bahreïn, Bénin, Ouganda, Gambie, Maldives, Iran, Mauritanie, Azerbaïdjan, Arabie Saoudite, Niger et Albanie.

Par ailleurs, environ 28 pays ont atteint l'objectif de la part du commerce intra-OCI (25%) en 2018: le Djibouti (75%) suivi par, le Soudan (74,4) ; la Gambie (74,3%), Bahreïn (61,8%), la Somalie (61%), le Tadjikistan (60,5%), l'Afghanistan (59,4%), le Niger (43,4%), la Syrie (43,3%), le Sénégal (43,1%), Oman (40,8%), le Liban (40,6%), le Bénin (39,9%), la Jordanie (39%), le Mali (37,9%), le Togo (37,5%) ; les Émirats Arabes Unis (36,4%), l'Ouzbékistan (35,9), le Yémen (35,8%), l'Irak (35%), l'Iran (32,7%), l'Égypte (32,3%), le Pakistan (31%), le Tchad (28,5%), le Kirghizistan (27,6%), le Koweït (26,2%), la Côte d'Ivoire (25,1%) et l'Azerbaïdjan (25%).

Par ailleurs, des pays tels que l'Albanie, le Mozambique, le Guyana, la Malaisie, la Guinée, le Gabon, le Suriname, le Maroc, l'Indonésie, le Kazakhstan, le Nigeria, le Qatar, le Brunei, le Bangladesh et l'Algérie dont le commerce intra-OCI est inférieur à 15%, peuvent diversifier leur offre exportable dans la zone de l'OCI afin d'explorer de nouveaux marchés pour pouvoir atteindre le nouvel objectif de 25% du commerce intra-OCI en 2025.

Les exportations intra-OCI ont augmenté de 21%, passant de 322,8 milliards \$ US en 2017 à 390,5 milliards \$ US en 2018, et les importations de 321,5 milliards \$ US en 2017 à 361 milliards \$ US en 2018, enregistrant une amélioration de 12,3%. Les principaux acteurs du commerce intra-OCI en 2018 sont : les Émirats Arabes Unis, qui ont enregistré 140,5 milliards \$ US, représentant 18,7% du commerce intra-OCI, suivis de l'Arabie saoudite (82,8 milliards \$ US, 11%), la Turquie (69,6 milliards \$ US; 9,3%), l'Indonésie (46,5 milliards \$ US; 6,2%), la Malaisie (\$ US 45,6 milliards; 6%), l'Iran (38,4 milliards \$ US; 5,1%), l'Irak (35,1 milliards \$ US; 4,7%), l'Égypte (30,6 milliards \$ US; 4,1%), le Pakistan (28,7 milliards \$ US; 3,8%) et Oman (28,4 milliards \$ US, 3,8%). Ces dix pays ont représenté 72,7% du commerce intra-OCI en 2018, soit un montant total de 546,2 milliards \$ US.

Au niveau régional, la répartition du commerce intra-OCI en 2018 était la suivante : 40% assurés par les pays du Golfe, suivis par les pays asiatiques (28%), les pays du Moyen-Orient (21%), les pays d'Afrique Subsaharienne (6%) et les pays de l'UMA (5%).

-Commerce intra-régional :

Les gouvernements et les institutions des États membres ont développé ces dernières années des politiques de commerce et d'investissement pour faciliter le commerce intra et interrégional de l'OCI. Ces politiques se concentrent sur la mise en place de plateformes logistiques telles que les routes, les autoroutes, les aéroports, les ports, les ports secs et les entrepôts, l'automatisation des guichets commerciaux en collaboration avec les douanes, les offices de tourisme, et les agences de promotion du commerce et des investissements.

Au niveau de l'OCI, le CIDC, le groupe BID, la CICIA et le SESRIC ont organisé plusieurs activités telles que les TPO et les forums IPA, le commerce et l'investissement de haut niveau et le B2B pour stimuler davantage le commerce et l'investissement intra-OCI.

Le Commerce intra-régional des pays de l'OCI est passé de 118,1 milliards USD en 2016 à 165,4 milliards USD en 2018 soit une progression de 40,1% grâce à l'augmentation des échanges intra-régionaux avec les pays de l'OCI des pays du CCG de 24,2 milliards USD suivi par ceux de l'Asie (+15,3 milliards USD), du Moyen Orient (+4,3 milliards USD), d'Afrique sub-saharienne (3,3 milliards USD) et du Maghreb (+389,3 millions USD).

Ainsi, la part du commerce intra-régional dans le commerce intra-OCI s'est accrue de 21% passant de 42,4% en 2016 à 51,4% en 2018.

Cette augmentation est rendue possible grâce au renforcement de la coopération intra-régionale via l'existence des accords de coopération bilatéraux et régionaux du commerce et des investissements mais aussi la complémentarité commerciale à travers les produits et services à haut potentiel d'échanges entre les pays d'Afrique sub-saharienne, pays arabes, asiatiques et latino-américains de l'OCI

Cependant, on note une baisse de la part du commerce intra-régional des pays de l'UMA dans le commerce intra-OCI de 2,9% dûe à celle de la Tunisie et du Maroc durant cette période.

Les principaux acteurs du commerce intra-régional en 2018 sont : les Emirats Arabes Unis avec 44,8 milliards USD soit 27,1% du commerce intra-régional suivis par la Turquie (15,7 milliards USD ; 9,5%); l'Indonésie (14,4 milliards USD ; 8,7%) ; la Malaisie (13 milliards USD ; 7,9%) ; l'Arabie Saoudite (9,6 milliards USD ; 5,8%) ; Bahreïn (9,6 milliards USD ; 5,8%) ; Oman (8 milliards USD ; 4,9%) ; l'Iran (6,5 milliards USD ; 3,9%) ; le Kazakhstan (4,4 milliards USD ; 2,7%) et l'Egypte (4,4 milliards USD ; 2,7%). Ce top 10 a assuré 130,4 milliards USD soit 78,8% du commerce interrégional en 2018.

-Commerce interrégional :

Le commerce interrégional des pays de l'OCI a connu la même tendance en passant de 16,1 milliards USD en 2016 à 225,1 milliards USD en 2018 soit une hausse de 40,6% eu égard à l'augmentation du commerce inter-régional des pays du CCG avec les autres pays de l'OCI de l'ordre 46,7 milliards USD, suivi par les pays d'Asie (+15,1 milliards USD), les pays de l'UMA (+3,3 milliards USD), les pays d'Afrique Sub-saharienne (+2,4 milliards USD). Par ailleurs, le commerce interrégional des pays du Moyen-Orient a connu un reflux de 2,6 milliards USD à cause de la baisse du commerce interrégional de la Turquie, de l'Irak, de la Jordanie et de l'Egypte.

Par ailleurs, la part du commerce interrégional dans le commerce intra-OCI a progressé de 21,5% passant de 57,6% en 2016 à 69,9% en 2018.

Les principaux acteurs du commerce interrégional en 2018 sont : les Emirats Arabes Unis avec 53,1 milliards USD soit 23,6% du commerce interrégional suivis par l'Arabie Saoudite (47,9 milliards USD ; 21,3%) ; la Turquie (25,5 milliards USD ; 11,3%) ; l'Iran (19,2 milliards USD ; 8,5%) ; la Malaisie (9,6 milliards USD ; 4,3%) ; l'Indonésie (7,9 milliards USD ; 3,6%) ; l'Egypte (7,9 milliards USD ; 3,5%) ; le Qatar (6,9 milliards USD ; 3,1%) ; le Koweït (5,3 milliards USD ; 2,4%) et le Nigeria (3,9 milliards USD ; 1,7%). Ces dix pays ont totalisé 187,2 milliards USD soit 83,2% du commerce interrégional en 2018.

En somme, les Etats Membres de l'OCI échangent plus entre les régions qu'à l'intérieur de leur propre région entre 2016 et 2018 et ce, à la conquête de nouveaux marchés porteurs mais aussi grâce à la complémentarité économique et commerciale et la recrudescence de l'organisation des missions commerciales, des foires et salons commerciaux, des business forums et des rencontres acheteurs-vendeurs des produits stratégiques entre les Pays de l'OCI.

V / EFFETS DES BARRIÈRES TARIFAIRES ET NON TARIFAIRES :

Malgré les efforts considérables déployés par les États Membres, le Secrétariat Général de l'OCI et par ses institutions pour promouvoir le commerce intra-OCI et réduire les obstacles, de nombreuses entraves subsistent.

Selon les statistiques du Global Trade Alert de mars 2020, environ 15.431 mesures commerciales ont été appliquées par les Etats Membres et qui ont contribué à entraver l'expansion du commerce intra-OCI et avec leurs partenaires commerciaux entre 2015 et 2018. Les plus importantes mesures appliquées par les Etats Membres sont : les taxes à l'importation (5987 cas), les subventions financières (1414 cas), les subventions à l'exportation (1392 cas), les taxes à l'export (1227 cas), les mesures non tarifaires à l'import (838 cas), les licences à l'importation (729 cas), les mesures de sauvegarde (582 cas), les mesures anti-dumping (417 cas), les mesures non tarifaires à l'export (374 cas), les quotas à l'import (362 cas), le contenu local (281 cas), les incitations financières des IDEs (274 cas), les licences à l'export (271 cas), les taxations internes à l'import (252 cas), les interdictions à l'import (243 cas) et les quotas à l'export (202 cas).

Ces mesures ont été appliquées en majorité par les pays suivants : l'Indonésie (3909 mesures), le Kazakhstan (2209), la Turquie (1965), le Pakistan (1740), la Malaisie (1578), l'Arabie Saoudite (1154), l'Egypte (495), le Maroc (288), le Nigeria (233), les Emirats Arabes Unis (229), la Tunisie (228), le Bangladesh (204) et la Jordanie (199).

Ces mesures ont eu des impacts négatifs sur le commerce intra-OCI de tous les pays de l'OCI en majorité la Malaisie (254 cas), la Turquie (233), les Emirats Arabes Unis (222), l'Egypte (155), l'Indonésie (154), l'Arabie Saoudite (148), le Pakistan (110), Bahreïn (97), Oman (88), le Maroc (84), l'Iran (83), le Koweït (82), la Jordanie (70), le Qatar (68), la Tunisie (66), l'Azerbaïdjan (58), le Bangladesh (56) ; l'Algérie (53), l'Ouganda (53), le Liban (51) et le Togo (51).

Il est vrai que certaines de ces mesures ont pour objectifs de protéger les économies nationales et les activités des opérateurs économiques tandis que d'autres contribuent à grever l'expansion du commerce intra-OCI.

A cet égard, les Etats Membres et les organes de l'OCI ont développé des outils de renforcement du commerce intra-OCI surtout dans le domaine de la facilitation du commerce.

VI / OUTILS DE RENFORCEMENT DU COMMERCE INTRA-OCI :

Pour renforcer la coopération économique et commerciale entre les pays de l'OCI, les institutions de l'OCI et les secteurs public et privé doivent contribuer à la mise en œuvre du Plan d'Action Décennal de l'OCI-2025, notamment par le biais des cinq projets intégrés adoptés par le TISC, en particulier: facilitation du commerce, renforcement des capacités dans le domaine de formations professionnelles et de métiers du commerce international, autonomisation des femmes et des jeunes, participation aux foires, expositions internationales, missions commerciales, rencontres acheteurs-vendeurs des produits et services stratégiques et forums d'entreprises, mais aussi en assouplissant les procédures de commerce extérieur et les investissements intra-OCI afin de stimuler les échanges entre les États Membres, en sensibilisant à la création de guichets uniques pour le commerce extérieur et à la modernisation des administrations des douanes. En outre, la diversification de l'offre exportable est une nécessité pour développer le commerce extérieur et les investissements intra-OCI.

Il est également important que les États Membres de l'OCI s'investissent dans la création progressive d'une zone libre-échange et adhèrent aux principes directeurs de la facilitation de l'investissement et de l'intégration des chaînes de valeur intra et interrégionales des pays de l'OCI dans le domaine de l'industrie Halal, les TICs, la logistique et les transports, l'industrie agroalimentaire, textile, pharmaceutique, de cuir, automobile et des énergies renouvelables dont les Etats Membres regorgent un potentiel considérable.

VII/ SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DU CIDC (2018-2019)

Dans le cadre du développement du commerce et des investissements intra-OCI, le CIDC a organisé plusieurs événements entre 2018 et 2019 tels que :

✓ Promotion du commerce et des investissements :

- Cinq réunions de préparation de la participation de l'OCI à l'Expo2020 de Dubaï ; l'édition exceptionnelle de la Foire Commerciale des Pays de l'OCI à Koweït-City du 6 au 10 février 2018 ;
- La «2^{ème} édition du Salon de l'Ameublement et Décoration Intérieure des Etats Membres de l'OCI » du 13 au 16 Mars 2018 à Djedda, Royaume d'Arabie Saoudite ;
- La 11^{ème} édition du Salon des Industries Agro-alimentaires des Etats Membres de l'OCI du 20 au 23 Mars 2018 à Djedda en Arabie Saoudite ;
- La 4^{ème} édition du Salon sur « les Services de l'Enseignement Supérieur dans les Etats Membres de l'OCI », et ce, du 26 au 29 Avril 2018 à Casablanca ; Royaume du Maroc ;
- Dans le cadre du programme des Passerelles Commerciales Arabo-Africaines (Arab-African Trade Bridge Program), l'ITFC, le CIDC et l'Unité Technique de l'Accord d'Agadir (ATU) ont organisé, un Forum d'Affaires des Pays de l'Accord d'Agadir et des Pays d'Afrique de l'Ouest Membres de l'OCI, et ce, les 10 et 11 Mai 2018 à Casablanca, Maroc.
- Le 6^{ème} Salon des Produits Halal des Etats Membres de l'OCI, du 29 Novembre au 2 Décembre 2018 à Istanbul en République de Turquie ;
- La 16^{ème} édition de la Foire Commerciale des Etats Membres de l'OCI, du 7 au 13 Avril 2019 à Bagdad en République d'Irak ;

- Le Salon et le Forum sur les Transports et la Logistique dans les Etats Membres de l'OCI du 9 au 11 Avril 2019 à Casablanca ;
- La 9^{ème} Edition du Forum d'Affaires et d'Investissement « Muslim World BIZ » du 4 au 6 Septembre 2019 à Kuala Lumpur en Malaisie ;
- Le 7^{ème} Salon des Produits Halal des Etats Membres de l'OCI, du 28 au 1^{er} Décembre 2019 à Istanbul en République de Turquie et l'édition exceptionnelle de la Foire du Tourisme et de l'Artisanat des Etats Membres de l'OCI du 17 au 23 Décembre 2019 à Koweït-City.

Le Centre a aussi organisé des missions d'hommes d'affaires égyptiens de dattes en Avril 2018, malaisiens en janvier et février 2019 à Casablanca et d'hommes d'affaires pakistanais à Casablanca en décembre 2019 pour booster les relations commerciales bilatérales entre ces pays et le Maroc.

✓ **Renforcement des capacités :**

Des sessions de renforcement des capacités ont été aussi organisées par le CIDC, l'on peut citer :

- En collaboration avec l'ICIEC et la CNUCED, une Réunion d'Experts de Haut Niveau de l'OCI sur les « Obstacles à l'Investissement en Afrique : Défis et Opportunités » qui s'est tenue les 24 et 25 janvier 2018 à Casablanca, Royaume du Maroc ; et un panel sur les « Obstacles et solutions à l'investissement en Afrique », le 23 Octobre 2018 en marge du Forum Mondial sur l'Investissement à Genève ;
- Le 7^{ème} atelier régional de marketing en ligne au profit des femmes d'affaires du 15 au 18 Avril 2019 à Abidjan, Côte d'Ivoire,
- En collaboration avec le Département de la Stratégie Pays et de la Coopération de la BID, un Atelier sur l'étude conjointe CIDC / BID en vue du renforcement de la coordination entre les États Membres de l'OCI sur les questions relatives à l'OMC, 19-20 Octobre 2018, Genève, Suisse ; un Atelier sur «les résultats de la Onzième Conférence Ministérielle de l'OMC (MC11) au profit des Etats Membres s de l'OCI » les 19-20 Novembre 2018 à Dubaï ; un atelier de formation sur « les résultats de la Onzième Conférence Ministérielle de l'OMC (MC11) au profit des Etats Membres Africains de l'OCI » les 26-27 Juin 2019 à Casablanca ; un atelier de formation sur «Les Négociations en cours à l'OMC en faveur des Missions Permanents des États Membres de l'OCI à Genève», Suisse, les 14 et 15 Novembre 2019.
- Le CIDC, le COMCECE et la CICIA ont organisé un atelier de formation sur « le Système de Préférences Commerciales entre les États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (SPC-OCI) » à Khartoum du 17 au 18 Décembre 2018.
- Le CIDC et le SESRIC ont organisé à Ankara en Turquie du 5 au 7 Novembre 2019 un Atelier au profit des Gestionnaires des Parcs et Aires Protégées Transfrontaliers d'Afrique de l'Ouest.
- En collaboration avec le COMCEC, le CIDC à coorganisé un atelier de formation sur le développement du tourisme familial au profit du Suriname et de la Guyane à Paramaribo du 15 au 17 Juillet 2019 ; et un « Séminaire sur le Bilan de l'Action Economique et Commerciale Commune de l'OCI », et ce le 12 Décembre 2019 à Rabat.

Le CIDC a également organisé la 3^{ème} et 4^{ème} réunion du Sous-Comité sur le Commerce et de l'Investissement (TISC) en mars 2018 et avril 2019 à Marrakech, Royaume du Maroc.

ANNEXES

Tableau 1 : Evolution du commerce intra-OCI entre 2016 et 2018 en milliards USD et en %

	2016	2017	2018	Evolution 2016-2018
Exportations mondiales des pays de l'OCI	1.391,7	1.607,37	1.741,59	25,14%
Exportations Intra-OCI	278,38	322,8	390,46	40,26%
Part des exportations intra-OCI	20,00%	20,08%	22,46%	12,09%
Importations mondiales des pays de l'OCI	1.599,44	1.644,1	1.839,31	15,00%
Importations Intra-OCI	277,94	321,5	361,04	29,90%
Part des importations intra-OCI	17,38%	19,55%	19,63%	12,96%
Commerce mondial des pays de l'OCI	2.991,14	3.251,47	3.580,90	19,72%
Commerce Intra-OCI	556,32	644,3	751,50	35,08%
Part du Commerce intra-OCI	18,69%	19,82%	21,02%	12,49%

Tableau 2: Évolution des exportations de l'OCI entre 2017 et 2018 (en millions de dollars)

PAYS	2017			2018		
	TO OIC Pays (1)	Total Exports (2)	1/2 in %	TO OIC Pays (3)	Total Exports (4)	3/4 in %
AFGHANISTAN	204,13	519,44	39,30%	956,06	1 769,01	54,05%
ALBANIE	41,50	2 261,56	1,84%	44,59	2 875,86	1,55%
ALGERIE	4 437,10	35 191,12	12,61%	5 344,09	41 617,94	12,84%
AZERBAIDJAN	2 261,73	13 797,67	16,39%	2 869,40	10 344,65	27,74%
BAHREIN	7 572,28	14 246,06	53,15%	11 063,46	19 869,69	55,68%
BANGLADESH	1 546,63	25 635,48	6,03%	1 434,05	43 533,39	3,29%
BENIN	297,34	731,59	40,64%	575,84	937,63	61,41%
BRUNEI	668,67	5 570,58	12,00%	550,74	4 568,58	12,05%
BURKINA FASO	330,68	2 945,34	11,23%	354,07	3 207,47	11,04%
CAMEROUN	767,60	2 705,52	28,37%	682,77	4 540,77	15,04%
TCHAD	233,03	1 279,59	18,21%	189,43	831,83	22,77%
COMORES	2,21	17,60	12,56%	2,71	101,83	2,66%
COTE D'IVOIRE	2 915,98	11 636,40	25,06%	3 060,93	11 298,89	27,09%
DJIBOUTI	117,83	346,66	33,99%	148,33	153,29	96,76%
EGYPTE	12 445,23	25 943,25	47,97%	12 350,08	29 383,96	42,03%
GABON	139,33	3 901,54	3,57%	233,98	2 387,28	9,80%
GAMBIE	58,29	82,80	70,40%	7,06	9,09	77,62%
GUINEE	726,98	4 031,23	18,03%	563,71	4 408,57	12,79%
GUINEE BISSAU	32,13	386,21	8,32%	7,96	301,60	2,64%
GUYANE	74,57	1 789,69	4,17%	117,68	1 342,32	8,77%
INDONESIE	21 208,37	168 810,04	12,56%	22 346,21	182 413,55	12,25%
IRAN	11 646,83	63 707,00	18,28%	25 642,59	52 843,89	48,53%
IRAK	4 299,68	64 098,21	6,71%	3 500,05	33 475,80	10,46%
JORDANIE	3 583,24	7 469,24	47,97%	3 438,92	7 752,96	44,36%
KAZAKHSTAN	5 337,13	48 342,07	11,04%	6 444,39	38 066,62	16,93%
KOWEIT	3 024,52	54 806,85	5,52%	7 928,35	28 949,79	27,39%
KIRGHIZISTAN	655,06	1 783,97	36,72%	577,72	1 690,34	34,18%
LIBAN	2 239,90	3 845,82	58,24%	2 282,96	3 829,85	59,61%
LIBYE	1 599,31	13 157,51	12,16%	2 572,52	11 539,53	22,29%
MALAYSIE	22 493,65	216 428,43	10,39%	22 560,23	221 120,00	10,20%
MALDIVES	16,40	230,58	7,11%	3,49	181,71	1,92%
MALI	602,34	1 274,93	47,24%	478,97	2 896,81	16,53%
MAURITANIE	168,54	1 989,43	8,47%	255,60	2 184,09	11,70%
MAROC	3 150,50	25 606,85	12,30%	3 429,59	29 330,30	11,69%
MOZAMBIQUE	134,35	4 687,41	2,87%	169,16	5 160,90	3,28%
NIGER	310,83	1 046,14	29,71%	622,19	1 316,98	47,24%
NIGÉRIA	5 244,72	44 466,37	11,79%	7 709,91	43 554,46	17,70%
OMAN	8 383,40	30 161,04	27,80%	11 600,97	37 309,71	31,09%
PAKISTAN	5 094,96	21 877,79	23,29%	5 608,66	23 630,89	23,73%
PALESTINE	144,21	946,55	15,24%	196,83	979,72	20,09%
QATAR	8 911,47	66 772,84	13,35%	10 105,73	83 198,16	12,15%
ARABIE SAOUDITE	48 592,57	220 356,65	22,05%	57 501,30	294 535,55	19,52%
SENEGAL	1 146,36	2 320,60	49,40%	1 576,48	3 623,45	43,51%
SIERRA LEONE	202,96	502,33	40,40%	51,67	709,32	7,28%
SOMALIE	350,56	402,48	87,10%	480,38	530,29	90,59%
SOUDAN	2 991,59	4 058,46	73,71%	2 309,00	2 742,88	84,18%
SURINAME	224,55	1 441,02	15,58%	298,01	1 301,29	22,90%
SYRIE	626,05	868,37	72,09%	544,85	713,78	76,33%
TAJKISTAN	496,08	955,38	51,92%	868,67	1 073,86	80,89%
TOGO	532,37	749,26	71,05%	1 610,17	2 538,33	63,43%
TUNISIE	1 869,30	13 518,84	13,83%	2 051,18	15 993,87	12,82%
TURQUIE	45 147,02	157 054,79	28,75%	41 172,82	167 923,86	24,52%
TURKMÉNISTAN	661,50	7 457,52	8,87%	1 465,90	10 251,09	14,30%
ÉMIRATS U.A	73 204,52	191 349,94	38,26%	97 853,11	230 455,73	42,46%
OUGANDA	654,59	2 795,11	23,42%	742,39	3 087,27	24,05%
OUZBÉKISTAN	2 687,46	8 519,37	31,55%	3 563,09	9 669,34	36,85%
YEMEN	300,25	491,50	61,09%	390,40	1 526,49	25,57%
TOTAL	322 810,37	1 607 369,98	20,08%	390 511,36	1 741 586,14	22,42%

Tableau 3 : Évolution des importations de l'OCI entre 2017 et 2018 (en millions de dollars)

PAYS	2017			2018		
	De l'OCI Pays (1)	Importations totales (2)	1/2 in %	De l'OCI Pays (3)	Importations totales (4)	3/4 in %
AFGHANISTAN	4 134.00	6 515.41	63.45%	9 465.05	14 606.97	64.80%
ALBANIA	592.60	5 826.32	10.17%	746.40	5 941.29	12.56%
ALGERIE	4 847.32	46 053.02	10.53%	6 763.86	42 381.98	15.96%
AZERBAIDJAN	1 904.20	8 766.51	21.72%	2 527.33	11 459.40	22.05%
BAHREIN	3 377.17	13 130.48	25.72%	9 270.60	13 640.79	67.96%
BANGLADESH	7 229.19	44 248.90	16.34%	9 723.46	39 443.20	24.65%
BENIN	500.58	3 068.41	16.31%	1 018.46	5 565.76	18.30%
BRUNEI	650.18	3 084.53	21.08%	644.50	4 104.90	15.70%
BURKINA FASO	1 092.25	4 584.63	23.82%	1 014.24	3 031.86	33.45%
CAMEROUN	873.96	4 861.07	17.98%	1 136.71	5 165.94	22.00%
TCHAD	192.88	611.56	31.54%	273.61	754.04	36.29%
COMORES	75.45	178.60	42.25%	94.08	326.51	28.81%
COTE D'IVOIRE	2 375.20	8 458.86	28.08%	2 859.32	12 406.80	23.05%
DJIBOUTI	810.72	1 624.56	49.90%	865.94	1 627.88	53.19%
EGYPTE	14 146.44	66 338.89	21.32%	18 295.65	80 992.32	22.59%
GABON	226.51	2 335.29	9.70%	265.85	2 129.10	12.49%
GAMBIE	115.33	466.86	24.70%	357.86	504.33	70.96%
GUINEE	382.65	2 596.22	14.74%	402.50	4 398.38	9.15%
GUINEE BISSAU	85.82	294.31	29.16%	68.09	157.60	43.21%
GUYANE	136.75	1 761.55	7.76%	159.75	1 496.24	10.68%
INDONESIE	22 198.36	157 388.17	14.10%	24 168.49	188 711.17	12.81%
IRAN	30 424.18	64 900.32	46.88%	12 722.29	75 711.70	16.80%
IRAK	12 227.34	34 330.63	35.62%	31 644.59	52 948.69	59.76%
JORDANIE	6 437.30	20 407.33	31.54%	6 850.35	20 318.91	33.71%
KAZAKHSTAN	2 570.82	29 345.94	8.76%	2 704.46	32 533.54	8.31%
KOWEIT	7 702.77	33 589.65	22.93%	8 968.83	35 866.66	25.01%
KYRGYZSTAN	1 030.29	4 473.86	23.03%	1 021.45	4 829.58	21.15%
LIBAN	4 032.63	19 890.26	20.27%	4 393.26	20 372.91	21.56%
LIBYE	1 230.92	4 890.93	25.17%	1 884.05	12 806.27	14.71%
MALAYSIE	19 196.35	193 855.94	9.90%	23 030.79	217 451.72	10.59%
MALDIVES	695.53	2 350.68	29.59%	965.19	2 963.89	32.56%
MALI	1 856.26	4 173.98	44.47%	1 868.39	3 149.21	59.33%
MAURITANIE	637.87	3 522.42	18.11%	880.73	3 206.32	27.47%
MAROC	5 372.46	45 083.31	11.92%	6 823.78	51 251.41	13.31%
MOZAMBIQUE	705.98	5 761.51	12.25%	991.86	6 896.54	14.38%
NIGER	444.60	1 867.43	23.81%	460.98	1 162.32	39.66%
NIGERIA	2 247.24	31 270.09	7.19%	2 879.27	36 460.23	7.90%
OMAN	13 986.15	32 004.41	43.70%	16 767.55	33 142.57	50.59%
PAKISTAN	19 640.48	57 440.01	34.19%	23 055.52	60 162.86	38.32%
PALESTINE	782.36	5 633.30	13.89%	864.63	5 715.05	15.13%
QATAR	5 666.95	29 715.94	19.07%	4 494.91	29 286.53	15.35%
ARABIE SAUDITE	22 630.09	127 674.45	17.72%	25 345.87	135 211.18	18.75%
SENEGAL	1 337.15	5 837.08	22.91%	1 731.63	4 058.36	42.67%
SIERRA LEONE	359.55	171.01	30.70%	280.77	1 063.81	26.39%
SOMAL	836.79	2 779.97	30.10%	910.63	2 907.49	31.32%
SOUDAN	3 427.05	9 030.34	37.95%	2 549.78	3 941.67	64.69%
SURINAME	38.24	1 208.81	3.16%	31.83	1 526.90	2.08%
SYRIE	2 378.67	7 406.08	32.12%	698.35	6 752.44	10.34%
TADJIKISTAN	1 043.98	3 068.79	34.02%	1 263.49	3 144.35	40.18%
TOGO	343.51	1 614.92	21.27%	348.98	3 024.07	11.54%
TUNISIE	3 524.16	20 099.65	17.53%	638.92	20 857.55	17.45%
TURQUIE	31 958.45	233 791.66	13.67%	28 415.68	223 046.88	12.74%
TURKMENISTAN	1 898.04	4 570.95	41.52%	714.79	2 787.21	25.65%
EMIRATS A. U	41 823.02	194 364.07	28.78%	42 677.25	261 510.76	30.33%
OUZBANDA	1 877.25	6 523.02	21.52%	2 041.23	6 729.38	16.32%
OUZBEKISTAN	2 326.18	11 411.97	20.38%	3 525.95	10 102.73	34.90%
YEMEN	2 883.03	6 842.40	42.13%	3 474.97	7 566.03	45.93%
TOTAL	321521.20	1644097.25	19.56%	361044.73	1839314.14	19.63%

Tableau 4 : Evolution des exportations intra-OCI entre 2015 et 2018 (millions \$US)

Pays	2015	2017	2018
Afghanistan	335,03	204,13	956,06
Albanie	93,36	41,50	44,59
Algérie	4 549,06	4 437,10	5 344,09
Azerbaïdjan	2 620,74	2 261,73	2 869,40
Bahreïn	7 055,81	7 572,28	11 063,46
Bangladesh	1 494,63	1 546,63	1 434,05
Bénin	480,32	297,34	575,84
Brunei	460,17	668,67	550,74
Burkina Faso	257,63	330,68	354,07
Cameroun	498,85	767,60	682,77
Tchad	65,92	233,03	189,43
Comores	3,93	2,21	2,71
Côte d'Ivoire	3 095,03	2 915,98	3 060,93
Djibouti	543,03	117,83	148,33
Egypte	9 798,27	12 445,23	12 350,08
Gabon	310,47	139,33	233,98
Gambie	4,97	58,29	7,06
Guinée	224,17	726,98	563,71
Guinée-Bissau	83,43	32,13	7,96
Guyana	18,79	74,57	117,68
Indonésie	20 589,65	21 208,37	22 346,21
Iran	13 087,87	11 646,83	25 642,59
Irak	2 924,13	4 299,68	3 500,05
Jordanie	4 124,34	3 583,24	3 438,92
Kazakhstan	5 591,05	5 337,13	6 444,39
Koweït	10 608,94	3 024,52	7 928,35
Kirghizistan	933,56	655,06	577,72
Liban	1 897,02	2 239,90	2 282,96
Libye	1 670,25	1 599,31	2 572,52
Malaisie	20 055,25	22 493,65	22 560,23
Maldives	1,63	16,40	3,49
Mali	163,16	602,34	478,97
Mauritanie	325,86	168,54	255,60
Maroc	3 257,99	3 150,50	3 429,59
Mozambique	180,83	134,35	169,16
Niger	210,43	310,83	622,19
Nigeria	6 013,93	5 244,72	7 709,91
Oman	12 640,31	8 383,40	11 600,97
Pakistan	8 825,88	5 094,96	5 608,66
Palestine	125,31	144,21	196,83
Qatar	10 593,51	8 911,47	10 105,73
Arabie Saoudite	44 490,91	48 592,57	57 501,30
Sénégal	1 267,56	1 146,36	1 576,48
Sierra Leone	12,19	202,96	51,67
Somalie	728,04	350,56	480,38
Soudan	2 218,56	2 991,59	2 309,00
Suriname	248,10	224,55	298,01
Syrie	12 330,42	626,05	544,85
Tadjikistan	583,16	496,08	868,67
Togo	851,44	532,37	1 610,17
Tunisie	2 302,41	1 869,30	2 051,18
Turquie	42 741,68	45 147,02	41 172,82
Turkménistan	2 091,61	661,50	1 465,90
Emirats A. U	74 031,84	73 204,52	97 853,11
Ouganda	339,49	654,59	742,39
Ouzbékistan	2 716,00	2 687,46	3 563,09
Yémen	1 479,61	300,25	390,40
TOTAL OCI	344 247,54	322 810,37	390 511,36

Tableau 5 : Evolution des importations intra-OCI entre 2015 et 2018 (millions \$US)

Pays	2015	2017	2018
Afghanistan	5 449,01	4 134,00	9 465,05
Albanie	468,52	592,6	746,4
Algérie	4 996,87	4 847,32	6 763,86
Azerbaïdjan	2 249,36	1 904,20	2 527,33
Bahreïn	3 119,73	3 377,17	9 270,60
Bangladesh	5 741,13	7 229,19	9 723,46
Bénin	1 003,86	500,58	1 018,46
Brunei	793,93	650,18	644,5
Burkina Faso	1 126,58	1 092,25	1 014,24
Cameroun	1 582,24	873,96	1 136,71
Tchad	277,13	192,88	273,61
Comores	96,41	75,45	94,08
Côte d'Ivoire	3 694,18	2 375,20	2 859,32
Djibouti	1 526,95	810,72	865,94
Egypte	13 108,81	14 146,44	18 295,65
Gabon	530,22	226,51	265,85
Gambie	218,57	115,33	357,86
Guinée	420,45	382,65	402,5
Guinée-Bissau	63,97	85,82	68,09
Guyana	52,72	136,75	159,75
Indonésie	10 782,89	22 198,36	24 168,49
Iran	42 445,74	30 424,18	12 722,29
Irak	20 863,94	12 227,34	31 644,59
Jordanie	6 622,84	6 437,30	6 850,35
Kazakhstan	2 796,54	2 570,82	2 704,46
Koweït	8 644,73	7 702,77	8 968,83
Kirghizistan	1 476,57	1 030,29	1 021,45
Liban	3 274,36	4 032,63	4 393,26
Libye	4 372,06	1 230,92	1 884,05
Malaisie	17 245,88	19 196,35	23 030,79
Maldives	461,73	695,53	965,19
Mali	997,14	1 856,26	1 868,39
Mauritanie	807,5	637,87	880,73
Maroc	5 539,54	5 372,46	6 823,78
Mozambique	362,71	705,98	991,86
Niger	400,73	444,6	460,98
Nigeria	4 227,44	2 247,24	2 879,27
Oman	13 900,66	13 986,15	16 767,55
Pakistan	25 327,14	19 640,48	23 055,52
Palestine	737,57	782,36	864,63
Qatar	7 104,99	5 666,95	4 494,91
Arabie Saoudite	24 148,93	22 630,09	25 345,87
Sénégal	1 213,80	1 337,15	1 731,63
Sierra Leone	832,22	359,55	280,77
Somalie	1 278,19	836,79	910,63
Soudan	3 006,37	3 427,05	2 549,78
Suriname	35,15	38,24	31,83
Syrie	15 134,47	2 378,67	698,35
Tadjikistan	1 414,29	1 043,98	1 263,49
Togo	584,75	343,51	348,98
Tunisie	4 704,05	3 524,16	3 638,92
Turquie	22 406,82	31 958,45	28 415,68
Turkménistan	3 946,39	1 898,04	714,79
Emirats A. U	36 763,86	41 823,02	42 677,25
Ouganda	1 163,48	1 877,25	2 041,23
Ouzbékistan	2 338,57	2 326,18	3 525,95
Yémen	5 627,82	2 883,03	3 474,97
TOTAL OCI	349512,5	321521,2	361044,73

Tableau 6 : Evolution du commerce net intra-OCI des Etats Membres entre 2015 et 2018 (En millions \$US)

Pays	2015	2017	2018
Afghanistan	2 892,02	2 169,07	5 210,56
Albanie	280,94	317,05	395,49
Algérie	4 772,97	4 642,21	6 053,97
Azerbaïdjan	2 634,48	2 082,97	2 698,36
Bahreïn	5 087,77	5 474,73	10 167,03
Bangladesh	3 617,88	4 387,91	5 578,76
Bénin	742,09	398,96	797,15
Brunei	627,05	659,43	597,62
Burkina Faso	692,11	711,47	684,16
Cameroun	1 040,54	820,78	909,74
Tchad	171,53	212,96	231,52
Comores	50,17	38,83	48,40
Côte d'Ivoire	3 394,61	2 645,59	2 960,12
Djibouti	1 034,99	464,28	507,13
Egypte	11 453,54	13 295,83	15 322,86
Gabon	420,35	182,92	249,91
Gambie	111,77	86,81	182,46
Guinée	322,31	554,82	483,11
Guinée-Bissau	73,7	58,98	38,02
Guyana	35,75	105,66	138,71
Indonésie	15 721,51	21 703,36	23 257,35
Iran	27 766,81	21 035,51	19 182,44
Irak	11 894,04	8 263,51	17 572,32
Jordanie	5 373,59	5 010,27	5 144,63
Kazakhstan	4 193,80	3 953,97	4 574,42
Koweït	9 626,84	5 363,64	8 448,59
Kirghizistan	1 205,07	842,68	799,59
Liban	2 585,69	3 136,27	3 338,11
Libye	3 021,16	1 415,12	2 228,29
Malaisie	18 650,57	20 845,00	22 795,51
Maldives	231,68	355,97	484,34
Mali	580,15	1 229,30	1 173,68
Mauritanie	566,68	403,21	568,17
Maroc	4 398,76	4 261,48	5 126,68
Mozambique	271,77	420,17	580,51
Niger	305,58	377,72	541,59
Nigeria	5 120,69	3 745,98	5 294,59
Oman	13 270,49	11 184,78	14 184,26
Pakistan	17 076,51	12 367,72	14 332,09
Palestine	431,44	463,29	530,73
Qatar	8 849,25	7 289,21	7 300,32
Arabie Saoudite	34 319,92	35 611,33	41 423,58
Sénégal	1 240,68	1 241,76	1 654,05
Sierra Leone	422,21	281,26	166,22
Somalie	1 003,12	593,68	695,51
Soudan	2 612,47	3 209,32	2 429,39
Suriname	141,63	131,39	164,92
Syrie	13 732,45	1 502,36	621,60
Tadjikistan	998,73	770,03	1 066,08
Togo	718,1	437,94	979,57
Tunisie	3 503,23	2 696,73	2 845,05
Turquie	32 574,25	38 552,74	34 794,25
Turkménistan	3 019,00	1 279,77	1 090,34
Emirats A. U	55 397,85	57 513,77	70 265,18
Ouganda	751,49	1 265,92	1 391,81
Ouzbékistan	2 527,29	2 506,82	3 544,52
Yémen	3 553,72	1 591,64	1 932,69
TOTAL OCI	347114,68	322 165,79	375 778,04

Tableau 7 : Evolution de la croissance du commerce intra-OCI des Etats Membres entre 2015 et 2018 en %

Croissance			
Pays	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Afghanistan	-15,62%	-11,11%	140,22%
Albanie	-6,73%	21,00%	24,74%
Algérie	-10,52%	8,69%	30,41%
Azerbaïdjan	-34,72%	21,12%	29,54%
Bahreïn	-0,46%	8,10%	85,71%
Bangladesh	5,87%	14,56%	27,14%
Bénin	-45,37%	-1,59%	99,81%
Brunei	-16,37%	25,74%	-9,37%
Burkina Faso	-28,31%	43,38%	-3,84%
Cameroun	-31,53%	15,20%	10,84%
Tchad	14,86%	8,09%	8,72%
Comores	-24,29%	2,22%	24,63%
Côte d'Ivoire	-29,75%	10,94%	11,89%
Djibouti	-57,70%	6,05%	9,23%
Egypte	3,37%	12,31%	15,25%
Gabon	-53,40%	-6,61%	36,62%
Gambie	-7,72%	-15,84%	110,18%
Guinée	134,09%	-26,46%	-12,93%
Guinée-Bissau	-28,93%	12,60%	-35,53%
Guyana	82,08%	62,30%	31,28%
Indonésie	10,83%	24,56%	7,16%
Iran	-57,06%	76,43%	-8,81%
Irak	-44,08%	24,25%	112,65%
Jordanie	-11,09%	4,87%	2,68%
Kazakhstan	-24,07%	24,18%	15,69%
Koweït	-31,34%	-18,86%	57,52%
Kirghizistan	-42,10%	20,78%	-5,11%
Liban	6,01%	14,42%	6,44%
Libye	-29,17%	-33,87%	57,46%
Malaisie	4,56%	6,89%	9,36%
Maldives	28,94%	19,16%	36,06%
Mali	102,75%	4,51%	-4,52%
Mauritanie	-36,27%	11,64%	40,91%
Maroc	-1,23%	-1,91%	20,30%
Mozambique	62,29%	-4,73%	38,16%
Niger	16,01%	6,54%	43,39%
Nigeria	-29,39%	3,60%	41,34%
Oman	-20,25%	5,69%	26,82%
Pakistan	-41,35%	23,48%	15,88%
Palestine	88,60%	-43,07%	14,56%
Qatar	-8,81%	-9,67%	0,15%
Arabie Saoudite	-21,16%	31,61%	16,32%
Sénégal	-1,16%	1,26%	33,20%
Sierra Leone	-47,05%	25,82%	-40,90%
Somalie	-26,03%	-19,99%	17,15%
Soudan	-0,47%	23,43%	-24,30%
Suriname	78,92%	-48,15%	25,52%
Syrie	-79,96%	-45,42%	-58,62%
Tadjikistan	-24,72%	2,43%	38,45%
Togo	-43,96%	8,83%	123,68%
Tunisie	-30,47%	10,71%	5,50%
Turquie	-1,10%	19,67%	-9,75%
Turkménistan	-55,03%	-5,74%	-14,80%
Emirats Arabe Uni	-10,26%	15,68%	22,17%
Ouganda	4,46%	61,26%	9,94%
Ouzbékistan	-2,10%	1,32%	41,40%
Yémen	-56,71%	3,45%	21,43%
TOTAL OCI	-19,90%	15,87%	16,64%

**Tableau 8 : Evolution de la part du commerce intra-OCI des Etats Membres entre 2015 et 2018
(en %)**

Pays	2015	2017	2018
Afghanistan	64,60%	51,37%	59,42%
Albanie	7,84%	6,00%	7,06%
Algérie	11,36%	11,57%	14,40%
Azerbaïdjan	18,35%	19,06%	24,90%
Bahreïn	35,00%	39,44%	61,82%
Bangladesh	9,77%	11,19%	13,97%
Bénin	30,61%	28,48%	39,86%
Brunei	15,92%	16,54%	13,88%
Burkina Faso	24,82%	17,53%	22,25%
Cameroun	16,78%	23,18%	18,52%
Tchad	15,95%	24,88%	29,53%
Comores	23,69%	27,40%	15,74%
Côte d'Ivoire	32,44%	26,57%	25,07%
Djibouti	60,00%	41,95%	74,98%
Egypte	32,59%	34,65%	32,31%
Gabon	10,13%	6,64%	11,14%
Gambie	12,55%	47,55%	74,29%
Guinée	8,73%	16,39%	10,97%
Guinée-Bissau	24,31%	18,74%	22,92%
Guyana	1,94%	5,96%	9,72%
Indonésie	10,65%	13,33%	12,53%
Iran	34,20%	32,58%	32,66%
Irak	25,87%	21,16%	35,11%
Jordanie	42,50%	39,76%	39,04%
Kazakhstan	13,87%	9,90%	12,62%
Koweït	23,16%	14,23%	26,20%
Kirghizistan	50,53%	29,87%	27,66%
Liban	41,19%	39,26%	40,59%
Libye	23,41%	18,66%	18,50%
Malaisie	9,90%	10,15%	10,40%
Maldives	13,34%	18,35%	17,24%
Mali	20,67%	45,86%	37,93%
Mauritanie	19,51%	13,29%	19,59%
Maroc	14,77%	12,11%	12,50%
Mozambique	3,87%	7,56%	8,83%
Niger	22,24%	26,76%	43,45%
Nigeria	8,90%	9,49%	12,80%
Oman	36,46%	35,75%	40,84%
Pakistan	36,88%	28,74%	31,03%
Palestine	12,40%	14,56%	17,61%
Qatar	17,69%	16,21%	13,75%
Arabie Saoudite	17,74%	19,89%	19,13%
Sénégal	35,11%	36,15%	43,09%
Sierra Leone	32,62%	35,55%	16,84%
Somalie	69,27%	58,60%	60,95%
Soudan	37,72%	55,83%	74,43%
Suriname	9,28%	9,37%	12,49%
Syrie	90,35%	52,11%	43,34%
Tadjikistan	46,18%	42,97%	60,54%
Togo	27,40%	46,16%	37,49%
Tunisie	19,81%	15,68%	15,14%
Turquie	20,26%	21,21%	18,63%
Turkménistan	34,15%	25,20%	19,97%
Emirats A. U	14,56%	33,52%	36,40%
Ouganda	27,47%	22,47%	20,18%
Ouzbékistan	30,58%	25,96%	35,88%
Yémen	48,14%	51,61%	35,75%
TOTAL OCI	20,33%	19,82%	21,02%